

SÉNÉGAL VISION 2050 : LIBÉRER LE POTENTIEL DES JEUNES POUR UN AVENIR DURABLE

Mardi 14 octobre 2025

INTRODUCTION

À l'horizon 2050, le Sénégal sera confronté à des transformations majeures : explosion démographique, transition énergétique, accélération de la digitalisation et recomposition des équilibres économiques et sociaux. Dans ce contexte, la Vision Sénégal 2050 se présente comme une feuille de route stratégique pour bâtir une société prospère, inclusive et durable.

L'avenir du pays repose principalement sur deux forces sociales clés : les jeunes et les femmes, qui représentent ensemble plus des deux tiers de la population. Ils constituent à la fois un potentiel de transformation et un risque de vulnérabilité si leur inclusion n'est pas pleinement assurée.

Malgré des avancées notables en matière d'éducation, d'entrepreneuriat et de participation citoyenne, des défis structurels persistent : chômage élevé des jeunes, précarité économique des femmes, inégalités d'accès aux opportunités et sous-représentation dans les instances de décision. Avec une médiane d'âge de 19 ans, le Sénégal est un pays jeune dont le dynamisme représente à la fois une opportunité et un défi pour le développement durable. Par ailleurs, la jeunesse n'est pas homogène : les besoins et les solutions diffèrent selon les tranches d'âge. À titre d'exemple, les 15-18 ans, les 18-30 ans, et certaines catégories, comme la jeunesse arabophone, font face à des réalités spécifiques. Le faible taux d'insertion professionnelle pousse également de nombreux jeunes à se reconvertir vers des secteurs éloignés de leur formation initiale, soulignant la nécessité de repenser les systèmes éducatifs pour mieux intégrer le savoir, le savoir-faire et le savoir-être.

C'est dans ce contexte que s'est inscrite la table ronde « Sénégal Vision 2050 : libérer le potentiel des jeunes pour un avenir durable », qui visait à contribuer à une réflexion stratégique et inclusive sur le rôle central de la jeunesse dans la réalisation de la Vision Sénégal 2050, ainsi que sur les politiques, initiatives et partenariats nécessaires pour libérer pleinement son potentiel au service d'un développement durable et équitable.

Les objectifs spécifiques de cette discussion étaient de :

- Analyser la Vision 2050 du Sénégal à l'aune de la participation et de l'inclusion des jeunes ;
- Identifier les opportunités et les défis liés à leur implication dans la transformation sociale, économique et politique du pays ;
- Proposer des pistes de réflexion et d'action pour garantir une place centrale aux jeunes dans la mise en œuvre de cette vision.

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PANÉLISTES INVITÉS

- **Mme Arame Gueye Sène**, Membre du Comité Directeur du Consortium jeunesse Sénégal, Directrice Exécutive Social change factory ;
- **M. Alassane Diallo**, Directeur Général de la Jeunesse au Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- **M. Papa Massamba Ndiaye**, Directeur Exécutif du Débat numérique national de la jeunesse ;
- **Mme Saran Kaba Wagué**, Entrepreneur et stratège en Communication et Affaires Publiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- La jeunesse sénégalaise représente plus de 75 % de la population, avec un âge médian de 19 ans. Ce capital humain constitue une richesse stratégique majeure pour le pays, non seulement comme potentiel pour le futur, mais aussi comme force active aujourd'hui. La jeunesse peut devenir un moteur de développement si elle est accompagnée par des politiques et dispositifs adaptés.
- Chaque année, 200 à 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, mais l'économie peine à les absorber. 34 % des jeunes sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET), chiffre encore plus élevé chez les jeunes femmes. La majorité des jeunes évolue dans le secteur informel, sans protection sociale, assurance santé, sécurité de revenu ni perspectives de retraite, ce qui fragilise leur insertion économique et limite leur capacité à construire des projets de vie stables.
- Bien que de nombreux dispositifs de financement existent (Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes (DER), Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT), Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), Programme des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC), etc.), leur diffusion est insuffisante, mal centralisée et souvent lente. Les jeunes doivent chercher eux-mêmes l'information, ce qui désavantage ceux qui n'ont pas de réseau, surtout hors de Dakar. Les programmes de financement pour les Très Petites Entreprises (TPE) et Petites et Moyennes Entreprise (PME), notamment féminines, restent limités et peu accessibles, avec des taux d'intérêt élevés qui freinent l'entrepreneuriat.
- L'accès des jeunes femmes à l'agriculture est restreint par des difficultés d'accès au foncier et la limitation des terrains exploitables. Face à ces contraintes, de nombreuses femmes se tournent vers les secteurs créatifs et pluridisciplinaires (mode, stylisme, esthétique, cosmétique), mais la majorité exerce dans l'informel, limitant revenus et opportunités. L'entrepreneuriat féminin a pourtant un fort impact socio-économique et constitue une voie d'autonomie pour les jeunes femmes.
- Les opportunités de formation, d'emploi et de financement sont concentrées à Dakar, marginalisant les jeunes des zones rurales ou périphériques comme Kolda, Ziguinchor, Kédougou et Tambacounda.
- La représentativité des jeunes dans les instances de décision reste limitée, et le dialogue entre générations est insuffisant. Les problèmes de gouvernance au sein de certaines associations de jeunesse ralentissent les réformes et freinent l'inclusion des nouveaux entrants.
- Les jeunes manifestent un fort intérêt pour les métiers innovants et émergents, incluant les secteurs agro-sylvo-pastoraux, la technologie, le numérique et les industries créatives. Cependant, leur développement est freiné par l'accès difficile aux financements, le manque de formations hybrides, et la faible coordination entre acteurs publics, incubateurs et banques.
- Une partie de la jeunesse au Sénégal, souvent issue de cursus religieux ou spécialisés en arabe, fait face à des défis spécifiques par rapport aux autres jeunes, notamment en matière d'insertion professionnelle

et de reconnaissance de leurs compétences dans le marché du travail.

- De nombreux programmes existent, mais leur suivi est limité et la mise en œuvre manque de transparence et de rigueur. Les jeunes doivent être responsabilisés et impliqués dans la gestion des fonds et initiatives, avec des mécanismes d'évaluation clairs pour garantir l'impact, l'accès équitable aux opportunités et la pérennité des projets.

RECOMMANDATIONS

- Adapter les politiques fiscales et administratives pour encourager la formalisation des jeunes entrepreneurs, avec des taux d'imposition adaptés à leur taille et limiter les charges décourageantes.
- Accélérer l'accès aux financements pour les jeunes, en mettant en place des guichets uniques pour le décaissement rapide (délai maximum 15 jours), basés sur la faisabilité, la performance et la transparence des projets, sans exigence de garanties matérielles irréalistes.
- Encourager et soutenir les jeunes femmes à développer des activités dans les secteurs entrepreneuriaux créatifs, tels que la mode, le design ou les industries du cosmétique et du maquillage, en particulier dans les contextes où l'accès à la terre ou aux ressources physiques reste limité.
- Rendre la formation professionnelle plus accessible, en créant des mini-campus régionaux ou locaux qui intègrent la formation technique, la gestion et le digital, pour valoriser le potentiel humain hors de Dakar et renforcer l'inclusion territoriale.
- Mettre en place des programmes de mentorat et d'accompagnement post-formation, en combinant formations courtes, stages, alternance, suivi individuel et encadrement par des entrepreneurs expérimentés, pour faciliter l'insertion professionnelle et le développement des compétences, en partenariat avec le secteur privé.
- Mettre en place un système national d'accompagnement des jeunes diplômés alliant formation professionnelle ciblée et insertion directe en entreprise, inspiré de modèles étrangers éprouvés (comme le système français de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)), afin de faciliter leur accès à l'emploi et de valoriser leur potentiel, tout en créant un partenariat structuré entre l'État, les entreprises et les jeunes pour un développement durable du capital humain sénégalais.
- Associer les cursus arabophones à des formations professionnelles en introduisant des modules pratiques et des certifications en lien avec les métiers émergents, l'entrepreneuriat et les compétences techniques demandées par le marché de l'emploi.
- Valoriser les entrepreneurs existants comme modèles et mentors, en mettant en avant des success stories locales, féminines et masculines, afin d'inspirer la jeunesse et de changer le narratif autour de la réussite sans héritage ni capital initial.
- Consolider les partenariats avec le secteur privé et les collectivités, en facilitant l'accès à la terre, aux ressources et aux exonérations fiscales pour les jeunes entrepreneurs et associations productives.
- Adapter les formations et cursus dans les universités et centres de formation aux besoins du marché, en explorant des filières productives et émergentes, et en renforçant l'adéquation formation-emploi pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.
- Créer un réseau africain de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) permettant de soutenir et de financer l'entrepreneuriat social, en facilitant l'accès des organisations de la société civile (OSC) aux financements des philanthropes, agences de coopération et ONG, afin de renforcer un écosystème sénégalais inclusif et adapté aux initiatives sociales destinées aux jeunes.
- Développer l'économie sociale et solidaire, en soutenant les associations et initiatives locales comme

acteurs économiques et créateurs d'emplois, avec un cadre législatif et réglementaire stable garantissant leur autonomie et leur pérennité.

- Renforcer le suivi, l'évaluation et la transparence des politiques de jeunesse, en mettant en place des indicateurs de performance clairs et des comités de suivi incluant des représentants jeunes pour ajuster les actions et garantir l'efficacité des programmes.
- Créer des plateformes numériques de cartographie des initiatives et compétences des jeunes, en recensant projets, associations et initiatives pour faciliter la mise en relation avec mentors, financements et opportunités professionnelles.
- Préparer le renouvellement et la relève, en responsabilisant la jeunesse à tous les niveaux, en intégrant les jeunes dans la co-construction de la Vision Sénégal 2050 et en assurant une continuité stratégique avec des plans à long terme (jusqu'en 2060).
- L'État doit réguler tout en favorisant la co-construction avec les jeunes pour un accès équitable aux opportunités.

CITATIONS DES PANÉLISTES

« Beaucoup de jeunes ont un potentiel énorme, mais l'accompagnement nécessaire pour l'exploiter et le mettre au service de la société n'est pas en place. La jeunesse, c'est le présent, pas seulement le futur. »

Mme Arame Gueye Sène, Membre du Comité Directeur du Consortium Jeunesse Sénégal, Directrice Exécutive Social Change Factory

« Le marché du travail peine à absorber 200 à 300 000 entrants chaque année, et 34 % des jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. La communication institutionnelle doit mieux faire parvenir les opportunités aux jeunes partout dans le pays. »

Mme Arame Gueye Sène, Membre du Comité Directeur du Consortium Jeunesse Sénégal, Directrice Exécutive Social Change Factory

« Toute politique publique qui ne prend pas en compte la jeunesse est naturellement vouée à l'échec. La Vision 2050 place le capital humain et l'innovation au cœur de nos priorités pour permettre aux jeunes de trouver rapidement leur place au sommet. »

M. Alassane Diallo, Directeur Général de la Jeunesse au Ministère de la Jeunesse et des Sports

« Nos jeunes sont très bien formés, mais il y a un manque d'adéquation entre formation et marché du travail, surtout pour les compétences numériques et l'économie verte. Il faut développer des systèmes d'apprentissage en alternance et en stage. »

M. Alassane Diallo, Directeur Général de la Jeunesse au Ministère de la Jeunesse et des Sports

« Les plateformes numériques offrent aux jeunes un espace inédit pour s'exprimer et influencer les politiques publiques, mais l'accès reste inégal. La fracture numérique demeure un obstacle majeur à l'inclusion et à la participation citoyenne. »

M. Papa Massamba Ndiaye, Directeur Exécutif du Débat numérique national de la jeunesse

« Nous devons responsabiliser les jeunes à travers des programmes qui leur donnent les outils pour transformer leur engagement digital en actions concrètes sur le terrain. »

M. Papa Massamba Ndiaye, Directeur Exécutif du Débat numérique national de la jeunesse

« Nous, ce qui nous intéresse, c'est comment le système avec les organisations de jeunes peut vraiment faire bouger l'inclusion des jeunes. [...] L'inclusion, c'est d'abord dans la conception, dans la mise en œuvre, et aussi dans l'évaluation, c'est tout un processus où on est là et on a une capacité de poser le débat. »

M. Papa Massamba Ndiaye, Directeur Exécutif du Débat numérique national de la jeunesse

« L'accès au financement reste extrêmement limité : moins de 20 % des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes obtiennent un crédit bancaire. »

Mme Saran Kaba Wagué, Entrepreneure et

stratège en Communication et Affaires Publiques

« La lenteur des circuits de financement et le manque de communication obligent les jeunes à réinventer leur business plan pour chaque programme. L'égalité d'accès aux opportunités sur tout le territoire reste un défi majeur. » **Mme Saran Kaba Wagué, Entrepreneur et stratège en Communication et Affaires Publiques**

« Aujourd'hui, près de 80 % des travailleurs dans mon secteur sont des femmes, souvent très peu formalisées. Cela a un impact direct dans la réduction du chômage féminin sur le plan économique. » **Mme Saran Kaba Wagué, Entrepreneur et stratège en Communication et Affaires Publiques**

CITATIONS DU PUBLIC

« La scène publique est devenue dangereuse, et les gens sont en train de se tourner vers les associations. Si on n'arrive pas à leur permettre de se formaliser, on reproduit un déni démocratique. Aller à la sous-préfecture, à la préfecture, faire des enquêtes de moralité... tout ce processus est extrêmement long et décourage énormément de jeunes qui ont des projets pour ce pays. Il est nécessaire de permettre aux associations de jeunes d'exister et de se développer de manière autonome et durable. » **Mohamed Rassoul NDIAYE, Coordinateur de programmes de l'Association DÉMOS**

« En observant le marché du travail sénégalais, on se rend compte que très souvent, pour des questions de fiscalité, certains jeunes restent en stage pendant des années, mais finissent avec des contrats de prestataires qui ne leur donnent ni sécurité sociale, ni assurance maladie, ni retraite. Aujourd'hui, il coûte trop cher de recruter quelqu'un en CDD ou en CDI, alors on préfère payer un BRS à 5 % que payer des impôts. Le problème n'est pas seulement à revoir à la base, il est aussi à revoir totalement dans sa destination finale. » **Alioune S. GUINDO, Responsable de la Communication a Bantare Impact Group**

« Le gouvernement doit accompagner les jeunes de bout en bout : de la formation professionnelle à l'insertion dans les entreprises. Beaucoup de jeunes diplômés postulent partout sans obtenir de réponse. Il faudrait un système similaire à celui de la France, avec un suivi sur un an pour identifier leurs compétences, les orienter, et les placer en stage ou en intérim pour aboutir à un emploi stable. Ces jeunes sont ambitieux et prêts à contribuer, mais ils ont besoin de structures qui les soutiennent réellement. » **Mariama Dieng, députée suppléante de la Diaspora sénégalaise à l'Assemblée nationale**



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

